

Qui sommes-nous ?

● Le Comité ouvrier international contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière (COI) a été constitué lors de la Conférence mondiale de Mumbai (Inde) les 19, 20 et 21 novembre 2016 rassemblant des délégués de 28 pays.

● Le COI a été constitué sur la base du Manifeste de Mumbai contre la guerre, l'exploitation et le travail précaire, manifeste qui a reçu l'adhésion de militants ouvriers et de responsables d'organisations politiques et syndicales de 46 pays (*)

● Son comité de suivi est composé de militants ouvriers de toutes tendances :

Innocent Assogba (Bénin)
Alan Benjamin (États-Unis)
Colia Clark (États-Unis)
Constantin Cretan (Roumanie)
Berthony Dupont (Haïti)
Ney Ferreira (Brésil)
Daniel Gluckstein (France)
Rubina Jamil (Pakistan)
Apo Leung (Chine)
M.A. Patil (Inde)
Mandlenkosi Phangwa (Azanie)
Sergio Pineda (Mexique)
Klaus Schüller (Allemagne)
Jung Sikhwa (Corée)
John Sweeney (Grande-Bretagne)
Mark Vassilev (Russie)
Nambiath Vasudevan (Inde)

(*) Afghanistan, Azanie, Allemagne, Argentine, Autriche, Bangladesh, Belgique, Bénin, Biélorussie, Brésil, Burundi, Canada, Chili, Chine, Corée, Côte d'Ivoire, Équateur, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Grèce, Haïti, Hongrie, Inde, Irlande, Islande, Italie, Mali, Mexique, Pakistan, Pérou, Philippines, Portugal, République tchèque, Roumanie, Russie, Rwanda, Sénégal, Suède, Suisse, Togo, Tunisie, Turquie, Ukraine, Venezuela, Zimbabwe.

BURUNDI
Un recensement ? La classe ouvrière n'a pas d'ethnie
Éditorial de *Tribune libre des travailleurs ikinyamakuru c'abakozi* n°122, mensuel du Parti des travailleurs et de la démocratie-PTD « twungurunani »

L'impérialisme est toujours aux aguets pour poursuivre la démolition des forces productives à commencer par la classe ouvrière et ses organisations. C'est le 26 octobre 2020 qu'a commencé un recensement des fonctionnaires dans tout le pays comme l'avait annoncé la ministre de la Fonction publique. Cent neuf (109) questions posées aux travailleurs dans le cadre de ce recensement ! L'ethnie, le compte bancaire, l'appartenance syndicale, la géolocalisation, l'e-mail personnel et privé, le nombre d'enfants et les autres enfants pris en charge, la marque du téléphone portable, le montant du salaire et autres ressources de revenus... telle est une partie du champ couvert par ces questions. L'on se rappelle que lors de sa première émission publique, le président Ndayishimiye a jeté aux orties l'exigence constitutionnelle de déclaration des biens par les mandataires publics au début et à la fin de leur mandat, en déclarant que cela relève « du secret de tout un chacun ! »

Dans une conférence de presse animée le mardi 27 octobre dernier, les confédérations syndicales, Cosybu, CSB et Cossessona ont dénoncé un recensement qui porte atteinte à la vie privée des fonctionnaires. Pour le président de la Cosybu, Célestin Nsavyimana : « il est incompréhensible de demander au fonctionnaire à quel syndicat il appartient, s'il est satisfait ou pas, quels biens et sources de revenus dont il dispose... ce n'est pas normal ». De plus, ajoute-t-il, « Ton supérieur hiérarchique n'a pas le droit de le savoir ». Il affirme que ces questions remettent en cause la vie privée et la liberté syndicale. D'après lui, il s'agit de la violation des articles 19 et 37 de la constitution du Burundi et les conventions 87 et 98 de l'OIT qui consacrent le droit d'organisation et de négociation collective, la liberté syndicale et la protection du droit syndical. Beaucoup d'interrogations et d'inquiétudes parmi les travailleurs. Selon un enseignant interrogé par le journal Iwacu la question de l'ethnie est la plus gênante. Pour lui, « Pour être recruté dans la fonction publique à ce que je sache, l'on regarde les compétences, pas l'ethnie. Cette question devrait intervenir dans la politique pas dans le travail. » Une autre femme travailleuse de l'Institut des statistiques et d'études économiques du Burundi (Isteebu) s'inquiétait sur certaines questions « bizarres », comme celle

du salaire. « Qu'est-ce qu'ils veulent de notre salaire ? L'on peut penser qu'ils veulent soustraire une somme comme ils l'avaient fait pour les élections », s'interrogeait cette dame. La question concernant « la mutation » lui faisait peur aussi : « Si tu es mutée, dans quelle province tu n'aimerais pas aller ? » Une question-piège, estime-t-elle. « Je n'ai pas voulu répondre à cette question, mais mon recenseur m'y a obligée. »

Incroyable, en somme. Le travailleur, le fonctionnaire, dans ce cas-ci, n'est lié à son employeur (l'État) qu'à travers les relations de travail non individualisées et consignées dans le Code du travail, les conventions collectives et le statut général des fonctionnaires. Le fait de ce recensement traduit l'acharnement du gouvernement à remettre en cause les références communes aux travailleurs et qui font partie intégrante de ce qui constitue l'État est une menace contre la classe ouvrière qui est restée toujours soudée face aux divisions ethniques qui ont déchiré le pays qui continuent à y faire des ravages. Ces divisions; de manière cyclique, ont été poussées jusqu'aux guerres ethniques contre les travailleurs, les paysans et les jeunes qui sont unifiés par les conditions de misère et d'absence d'un minimum de libertés démocratiques qui leur sont imposées par l'impérialisme. Ces conditions sont liées à la mise en oeuvre des politiques du capital sous l'égide des puissances, de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et de l'Union européenne qui impulsent des politiques de privatisations-pillage des différentes ressources du pays et le remboursement de la dette externe.

Les intérêts de la classe ouvrière dans ce pays commandent le respect de ses droits consignés dans le Code du travail, les conventions collectives, le statut général des fonctionnaires et les Conventions de l'OIT que le gouvernement du Burundi a ratifiées. Ils commandent la mise en oeuvre d'un vaste programme des travaux publics pour en finir avec le chômage et l'augmentation généralisée des salaires indexée au coût de la vie. Ils commandent la rupture avec l'impérialisme par la renationalisation de tous les services et secteurs qui ont été privatisés et la nationalisation de toutes les richesses et ressources du pays. ■

THAÏLANDE

« Le peuple veut une réforme politique, et le premier pas, c'est de chasser la junte militaire »

**Entretien avec des étudiants du Front uni pour la démocratie de l'université de Maha Sarakham
(Province du nord-est du pays)**

Comment le mouvement de masse pour la démocratie a commencé ?

Il a commencé chez les étudiants et les jeunes. Le régime militaire en place depuis 2014 (1) a imposé une période sombre pour le mouvement démocratique. Les « flash mob » de février 2020 (2) ont donné un espoir nouveau. La deuxième étape de la mobilisation a eu lieu pendant l'été 2020, où de nouvelles couches d'étudiants et de jeunes se sont mobilisées, contredisant une idée reçue selon laquelle la jeunesse était largement apolitique.

Qui participe au mouvement ?

Des étudiants, des jeunes, des travailleurs, des travailleurs de la « classe moyenne ».

Quels sont les mots d'ordre ?

Nous demandons la démission du Premier ministre, le général Prayuth Chan-o-cha, et que le peuple puisse réécrire la Constitution, pour restreindre le pouvoir des institutions monarchiques.

Comment vous êtes-vous organisés dans votre université pour constituer le Front uni pour la démocratie de l'université de Maha Sarakham ?

Nous avons coopéré entre différents groupes d'étudiants et tous ces groupes ont décidé de travailler ensemble dans le cadre du Front uni pour la démocratie. Au point de départ de ce regroupement, il y avait des étudiants conscients politiquement, qui avaient dû lutter extrêmement dur pour exprimer leur point de vue. À l'université il n'y avait aucun espace pour pouvoir

débattre et pour que s'exprime notre mouvement. Nous sommes des jeunes intellectuels, nous ne pouvons pas nous contenter de lire des livres et de discuter en petits groupes. Nous aspirions à faire quelque chose qui puisse bousculer l'élite pour conquérir une vie meilleure.

Quelles sont les aspirations populaires concernant le gouvernement et la monarchie ?

Le peuple demande une réforme politique, et le premier pas, c'est de chasser le Conseil national pour la paix et l'ordre (la junte militaire – ndlr). La junte doit être exclue de la vie politique et le Premier ministre doit démissionner. Le deuxième pas consiste à réformer la monarchie, parce que la monarchie thaïe contrôle toute la vie politique à travers l'armée, la bourgeoisie, le clergé bouddhiste et la bureaucratie : ses pouvoirs doivent être restreints, et la monarchie soumise à la Constitution.

Y a-t-il des courants qui revendiquent l'instauration d'une république ?

Il y a des groupes qui réclament une république, mais ils sont très minoritaires dans le mouvement.

Quelles sont les conséquences de la crise mondiale du système capitaliste ?

Les conséquences sont les licenciements massifs qui frappent les travailleurs de la classe moyenne ; et les prix des produits agricoles sont en chute libre compte tenu des effets de la guerre commerciale globale et du capitalisme.

Quelle est la situation des tra-

vailleurs dans le secteur informel ?

Il y a une grande inquiétude car, pour le gouvernement, il n'est pas question de mettre en place un quelconque État-providence qui pourrait leur donner des droits, et l'État les laisse dans le désespoir.

Les travailleurs disposent-ils d'organisations syndicales ?

Le mouvement syndical en Thaïlande est très faible, et dans de nombreux cas, les syndicats existants restent sous la coupe de la bourgeoisie.

Quelles sont les conséquences de la pandémie de Covid-19 ?

La récession économique, les licenciements, la hausse du chômage. Tout cela augmente le mécontentement à l'encontre du gouvernement, et nourrit les protestations.

Quelle est la situation dans les hôpitaux ?

Le gouvernement a fait des coupes dans les budgets de la santé publique. ■

Propos recueillis par Dominique Ferré le 15 novembre 2020

(1) En 2014, un énième coup d'État militaire met fin au gouvernement civil. Le général Prayuth Chan-o-cha devient Premier ministre.

(2) « Flash mob » : mobilisation rapide annoncée à la dernière minute. En février 2020 une mobilisation de ce type balaye les campus, où apparaît le salut à trois doigts (inspiré des films de science-fiction américains *The Hunger Games*), devenu signe de ralliement des opposants à la junte militaire.